ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 10 mars 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 30 mai 1970 relatif au statut des greffiers de l'Ordre judiciaire, du personnel des greffes des cours et tribunaux et du personnel des parquets", a donné le 8 avril 1992 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 maart 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 betreffende het statuut van de griffiers der rechterlijke orde, van het personeel der griffies van hoven en rechtbanken en van het personeel der parketten", heeft op 8 april 1992 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

1. L'alinéa 2 doit être omis car le texte qui y est visé ne constitue pas le fondement du projet.

2. Dans un alinéa 2 nouveau, il y a lieu de viser l'accord du Ministre du Budget, comme suit :

"Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 1991;".

3. L'alinéa 3 doit être rédigé comme suit :

"Vu le protocole n°48 du 28 février 1992 du Comité de secteur III;".

4. Les alinéas du préambule, sauf le dernier, doivent se terminer par un point virgule.

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. L'article 1er du projet tend à compléter l'article 3 de l'arrêté royal du 30 mai 1970 par un second alinéa, aux fins essentiellement de permettre aux candidats germano-

phones de présenter en allemand les différentes épreuves organisées par cet arrêté (1).

Il pose le principe que les épreuves se déroulent en français, en néerlandais ou en allemand, suivant la langue désignée par le candidat dans sa demande de participation, et il assortit ce principe d'une restriction qui tient au respect des "conditions linguistiques de nomination dans les greffes et parquets".

Il est sans doute légitime d'éviter qu'un candidat ne puisse être nommé parce qu'il aurait présenté les épreuves dans une langue autre que celle qui est légalement requise.

La disposition peut néanmoins être à l'origine de difficultés, s'agissant de vérifier le respect des "conditions linguistiques", que ce soit au moment de l'inscription du candidat ou lors de la nomination de celui-ci.

La vérification des "conditions linguistiques de nomination" ne peut s'effectuer au moment de l'inscription aux épreuves parce que, d'une part, ces conditions sont, en vertu des articles 53 à 54bis de la loi du 15 juin 1935 con-

---

(1) L'article 3 est inséré dans le chapitre consacré à l'organisation des épreuves de l'examen de maturité pour les candidats employés de greffe et les candidats employés de parquet; il est rendu applicable aux autres épreuves par les articles 20, 27 et 36.

cernant l'emploi des langues en matière judiciaire, fonction de la circonscription dans laquelle le lauréat décidera de se porter candidat et, parce que, d'autre part, ces conditions ne doivent être remplies qu'au moment de la nomination.

Si la connaissance de la langue se justifie par la production d'un certificat d'enseignement soumis à la loi du 30 juillet 1963, c'est sous réserve non seulement de la réussite d'examens linguistiques, mais aussi de la circonstance que les conditions de nomination prévues par les articles 260 et suivants et 286 du Code judiciaire ne doivent, elles aussi, être réunies qu'au moment de la nomination.

A la fin de l'alinéa 2 en projet, il y a lieu, dès lors, de supprimer le membre de phrase "compte tenu des conditions linguistiques de nomination dans les greffes et parquets".

Le texte néerlandais de l'article 1er devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au dire du délégué du ministre, c'est volontairement que l'article 29, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 mai 1970 n'a pas été adapté à la règle nouvelle contenue dans l'article 1er du projet.

Sous réserve de la légalité de l'article 29, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 mai 1970, il conviendrait néanmoins de modifier l'article 27 en tant que celui-ci fait référence à l'article 3.

Article 2.

1. L'article 2 du projet tend à compléter l'article 7 de l'arrêté royal par un troisième alinéa aux termes duquel "au moins un membre du jury doit justifier d'une connaissance suffisante de la langue allemande".

Il résulte des explications du délégué du ministre que l'épreuve en langue allemande pourra se dérouler indifféremment devant la section de langue française ou devant celle de langue néerlandaise; il suffira qu'y siège un membre justifiant de la connaissance de la langue allemande.

A supposer même que l'on puisse se satisfaire de la présence d'un seul membre justifiant d'une connaissance suffisante de la langue allemande (1), il conviendrait, en tout état de cause, que le projet non seulement énonce les connaissances linguistiques exigées des membres du jury (2), mais aussi qu'il prévoie explicitement dans quelle composition la section siégera lorsque les épreuves se dérouleront en langue allemande, question que le texte ne règle pas.

---

(1) La question sera examinée ci-après.

(2) ce que fait l'article 2 du projet.

D’un autre côté, puisque, selon l’article 7, alinéa 3, en projet, il suffirait qu’un membre - effectif - du jury connaisse l’allemand, il serait indispensable, afin d’avoir égard aux hypothèses d’empêchement ou de récusation de cette personne, de prévoir que l’un au moins des suppléants visés à l’article 8 justifie également de la connaissance de la langue allemande.

2. La notion de connaissance "suffisante" de la langue allemande n’apparaît pas dans les articles 43quinquies et 53 de la loi du 15 juin 1935, qui sont applicables aux magistrats, greffiers et secrétaires ou secrétaires adjoints, lesquels peuvent faire partie, en vertu de l’article 7 de l’arrêté royal du 30 mai 1970, des sections du jury.

En revanche, le concept de "connaissance suffisante" possède une signification juridique précise dans la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l’enseignement, ainsi que dans les lois coordonnées sur l’emploi des langues en matière administrative, applicables, qualitate qua, aux autres membres du jury.

Selon le délégué du ministre, la "connaissance suffisante de la langue allemande" au sens de l’article 7 en projet, est une question de fait dont la preuve pourra être apportée par toutes voies de droit et qui sera appréciée par l’autorité investie du pouvoir de désigner, pour chaque session, le président, les assesseurs ainsi que leurs suppléants.

Il faut que les membres d'un jury d'examen aient une connaissance suffisamment approfondie de la langue de l'examen que pour pouvoir apprécier en connaissance de cause la qualité des épreuves (1). L'adjectif "suffisante" doit, en conséquence, être omis.

Il s'ensuit également qu'il ne suffira pas que, lorsque les épreuves se dérouleront en langue allemande, siège un seul membre justifiant de la connaissance de la langue allemande.

Un jury ainsi composé ne pourra, en effet, réellement procéder à la triple correction des épreuves requise en vertu de l'article 13, § 3, de l'arrêté royal du 30 janvier 1970, ni délibérer selon les modalités prévues par l'article 13, § 4, du même arrêté, ni procéder à l'entretien visé à l'article 14.

L'article 2 doit, dès lors, être fondamentalement revu.

Article 3.

1. La division en paragraphes de l'article 11 en projet ne se justifie pas puisque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

---

(1) Arrêts COLLA, n° 13.239, du 26 novembre 1968, et KERREMANS, n° 14.934, du 6 octobre 1971, et la note de L.-P. SUETENS, dans R.W., 1971-1972, col. 622-628.

2. Aux termes du paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er) de l'article en projet :

> "Les membres du jury ne peuvent identifier les auteurs des épreuves écrites qu'après la correction de celles-ci".

Rapprochée de l'article 13, § 4, de l'arrêté royal du 30 mai 1970, cette disposition n'est pas dépourvue d'une certaine ambiguïté, dans la mesure où elle ne permet pas d'exclure avec certitude que l'identification des candidats se fasse pendant le déroulement de la délibération, ce qui serait de nature à priver celle-ci d'une garantie essentielle à l'objectivité des corrections.

De l'accord du délégué du ministre, le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Les membres du jury ne peuvent pas identifier les auteurs des compositions avant la clôture de la délibération relative à l'épreuve écrite".

3. Aux termes du second paragraphe (devenant l'alinéa 2) :

> "Nul ne peut prendre part en qualité de président ou d'assesseur du jury à une épreuve orale d'un conjoint, parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus".

Cette disposition appelle la même observation que celle qui a été faite au sujet de l'article 12 du projet qui

est devenu l'arrêté royal du 5 mars 1992 relatif au recrutement des magistrats :

> "L'expression "prendre part à une épreuve orale" est imprécise et gagnerait à être précisée en ce qui concerne l'étendue de l'interdiction (délibération du jury sur l'épreuve, épreuve orale des autres candidats, etc.).
>
> S'agissant d'une règle destinée à garantir l'impartialité du jury en cas de mariage ou de parenté avec un ou plusieurs candidats, on n'aperçoit pas, en outre, la raison pour laquelle l'interdiction serait limitée à l'épreuve orale subie par ces candidats, à l'exclusion de la délibération clôturant l'épreuve ou à l'exclusion de l'épreuve écrite, d'autant moins, dans ce dernier cas, que l'article 14 du projet n'assure pas de façon complète l'anonymat des candidats lors de la délibération relative aux épreuves écrites" (1).

De surcroît, le mariage ainsi que le lien de parenté ou d'alliance, qui ne constituent que l'une des causes de récusation possibles, risquent de placer le membre du jury dans une situation délicate non seulement lors du déroulement de l'épreuve du candidat apparenté mais aussi au cours des autres opérations du jury, tel le choix du sujet de la rédaction, choix qui, en vertu de l'article 13, § 2, de l'arrêté royal du 30 mai 1970, est fait par le président après consultation des membres du jury.

Le texte suivant est proposé :

---

(1) Avis L. 21.387/2, du 20 janvier 1992 (non publié).

"Nul ne peut siéger, en qualité de président ou d'assesseur, dans le jury chargé de procéder à un examen auquel participe soit son conjoint, soit un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement".

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du projet.

Article 4.

La disposition en projet appelle la même observation que celle qui est formulée au sujet de l'article 2.

Article 5.

1. L'article tend à ajouter les mots "ou d'un texte écrit" à l'article 23, § 1er, de l'arrêté royal du 30 mai 1970.

Il est, dès lors, nécessaire d'adapter l'article 23, § 2, du même arrêté, qui ne retient que l'hypothèse de la conférence.

2. La disposition en projet doit être rédigée comme suit :

"§ 1er. L'épreuve écrite consiste ... (la suite comme au projet, sauf à écrire ... des études secondaires du niveau supérieur)".

Article 6.

1. Dans l'alinéa 2 de l'article 36 en projet, il y a lieu de supprimer les mots "du présent arrêté" et d'écrire "certificats".

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er du même article, en projet, serait mieux rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'article 36, alinéa 3, en projet tend à modifier l'article 36 de l'arrêté royal du 30 mai 1970 aux fins, notamment, d'imposer le paiement d'un droit d'inscription de 400 francs aux candidats qui souhaitent participer aux épreuves organisées en vue de la délivrance du certificat de candidat greffier et de candidat secrétaire.

Aucune disposition du Code judiciaire n'autorise le Roi à établir une redevance à la charge des personnes qui

s’inscrivent à de telles épreuves (1). A défaut de fondement légal, la disposition qui, dans l’article 36, prévoit un droit d’inscription, est contraire à l’article 113 de la Constitution et doit, pour cette raison, être omise.

Article 7.

1. L’article 7 du projet tend à remplacer l’article 37 de l’arrêté royal du 30 mai 1970 par une disposition nouvelle dont le premier alinéa est libellé comme suit :

> "Le jury chargé de procéder aux examens est présidé par un magistrat en fonction, pouvant justifier de la connaissance des deux langues nationales, désigné par Nous".

Il ressort des explications données par le délégué du ministre que :

1° c’est à dessein que le texte ne spécifie pas que le magistrat doit appartenir à l’ordre judiciaire;

2° la connaissance du français et du néerlandais est obligatoire pour la désignation en qualité de président, de telle sorte qu’il y a lieu de remplacer l’expression "pouvant justifier" par "justifiant" et les mots "des deux langues nationales" par les mots "du français et du néerlandais".

---

(1) Voir, à ce sujet, R. ANDERSEN, La notion de "redevances" spécialement au regard de l’article 113 de la Constitution, Liber amicorum prof. ém. E. KRINGS, Story-Scientia, 1991, pages 941 à 951.

Le texte néerlandais de l'article 37, alinéa 1er, en projet, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Il reste que l'article 37, alinéa 1er, en projet, se concilie mal, du point de vue de la cohérence interne de l'arrêté royal du 30 mai 1970, avec les articles 7, 22 et 28 qui pévoient que le jury est présidé par un magistrat de l'Ordre judiciaire sans que l'exigence de bilinguisme soit explicitement énoncée, alors que les situations paraissent, sous cet angle, comparables, notamment en ce qui concerne la participation du président du jury aux travaux des deux sections.

2. La règle qui a trait à la dispensation des cours, n'a pas sa place dans l'article 37, alinéa 2, de l'arrêté, qui est relatif à la composition du jury; cette règle doit être insérée dans l'article 43 (article 11 du projet).

D'un autre côté, le projet ne règle pas l'hypothèse où l'un des assesseurs désignés pour donner les cours prévus à l'article 43, serait, au moment de la session, empêché de siéger au sein du jury d'examen ou se verrait récusé par l'un des candidats. On observera, à ce sujet, que l'arrêté en projet ne prévoit pas, pour l'examen organisé en vue de la délivrance du certificat de candidat greffier et de candidat secrétaire, la désignation de suppléants (1), de

---

(1) A la différence de l'article 8 de l'arrêté.

même qu'il ne fixe pas de quorum de présence pour les réunions du jury, ni le nombre des assesseurs (1).

Le projet ne détermine pas davantage les conséquences sur la composition du jury de l'empêchement ou de la récusation du président ou du membre justifiant de la connaissance de la langue allemande.

Il n'a pas, enfin, égard à l'hypothèse où, en cours de session, l'un des assesseurs qui sont appelés à siéger effectivement, serait absent lors d'une des réunions du jury d'examen.

Aux fins d'éviter le risque que le fonctionnement du jury ne soit paralysé en raison de la défection de l'un de ses membres, il importe que l'arrêté en projet soit complété par des dispositions précises permettant de résoudre les difficultés énoncées ci-dessus.

3. Dans le texte français de l'alinéa 3, il faut écrire, dans la deuxième phrase, "après que la session a été annoncée".

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

---

(1) La désignation des assesseurs pour donner les cours prévus à l'article 43 devrait figurer dans l'article 43 en projet (article 11 du projet).

4. L’alinéa 4 appelle, mutatis mutandis, les mêmes observations que celles qui ont été faites au sujet de l’article 2 du projet.

Article 8.

1. L’article 38, alinéa 1er, en projet, procède à une nouvelle énumération des matières sur lesquelles les candidats sont interrogés.

L’attention de l’auteur du projet est attirée sur deux conséquences qui découlent des modifications en projet :

1° le regroupement (nouveau) de deux matières aussi différentes que le droit civil et le droit commercial aura une incidence non seulement sur la dispensation des cours mais aussi, en vertu de l’alinéa 7, sur l’attribution des notes;

2° l’expression "procédure civile" est plus restreinte que la notion de "droit judiciaire" et ne permet pas d’inclure les principes généraux du droit judiciaire, la compétence, les saisies ni l’arbitrage dans la matière faisant l’objet de l’épreuve écrite.

On observera que le projet ne reproduit pas la règle que l’article 38, alinéa 1er, de l’arrêté consacre à la durée de l’épreuve écrite.

En outre, il est recommandé de rédiger le texte néerlandais de la dernière phrase de l'alinéa 1er comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'innovation majeure contenue dans les alinéas 3 et 4 consiste à imposer un délai de trois mois pour la correction des épreuves écrites et à supprimer le système de la double correction des épreuves écrites, ces deux réformes étant, de facto, liées.

En ce qui concerne la suppression du principe de la double correction, une distinction mérite d'être faite entre deux types de situations :

1° le cas où les candidats remettent une composition ou une rédaction (1) unique au cours de l'épreuve écrite; dans cette hypothèse, seule la correction par tous les membres du jury est une garantie suffisante pour permettre la comparaison et le classement des candidats, spécialement lorsqu'il y va d'un concours (2) ou lorsque la correction peut donner lieu à un pouvoir d'appréciation étendu;

2° le cas où les candidats sont appelés à donner des réponses précises à des questions techniques portant sur des matières différentes lorsque toutes les compositions relatives à une matière sont, en principe, corrigées par l'assesseur qui a donné le cours préparatoire; dans ce

---

(1) C'est le cas des articles 13, 23 et 29 de l'arrêté royal du 30 mai 1970.

(2) Voir l'avis L. 21.387/2 précité.

cas, la suppression du principe de la double correction ne soulève aucune objection.

3. A l'alinéa 3, il est proposé d'écrire "les assesseurs" au lieu de "les correcteurs" et "les compositions" au lieu de "les épreuves".

A l'alinéa 4, il est proposé d'écrire "compositions" au lieu de "travaux".

Le texte néerlandais de l'alinéa 5 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Les alinéas 6 et 7 seraient mieux rédigés comme suit :

"Après avoir identifié les auteurs des compositions, le président fait dresser, pour chaque section, le procès-verbal de l'épreuve écrite qui est signé par lui ainsi que par les assesseurs de la section.

Le procès-verbal est transmis, avec les compositions, au Ministre de la Justice qui informe les candidats du résultat final obtenu ainsi que des notes obtenues dans chacune des matières".

Article 9.

A l'alinéa 2 de l'article 39 en projet, mieux vaut écrire "p.c." au lieu de "%".

Le texte néerlandais de l'article 39, en projet, serait mieux rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

L'article tend à remplacer, par une disposition autonome, l'article 40 de l'arrêté royal du 30 mai 1970 qui, pour l'épreuve orale, comporte une référence générale à l'article 14.

La disposition nouvelle se borne toutefois à régler l'objet de l'épreuve orale, alors que l'article 14, auquel il n'est plus fait référence, vise également la délibération relative à cette épreuve.

Le projet devrait être complété aux fins de combler cette lacune.

En outre, le texte néerlandais de l'article, en projet, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

La règle nouvelle contenue dans l'article 43, alinéa 4, en projet, serait inacceptable si elle devait être interprétée comme instaurant la possibilité d'une compensation financière en vue de récupérer les frais de parcours indûment remboursés.

Il ressort toutefois des explications du délégué du ministre que l'intention de l'auteur du projet est exclusivement de prévoir une compensation des absences injustifiées avec les jours de congé auxquels l'agent a droit.

L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Toute absence au cours est signalée au secrétaire du jury. A défaut de justification d'un motif reconnu valable, les congés sont compensés et les indemnités de parcours remboursées".

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais de l'article 43, en projet, comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

OBSERVATION FINALE.

Le texte néerlandais du projet laisse à désirer quant à l'usage de la langue. C'est pourquoi l'avis contient de nombreuses propositions de texte dont l'ensemble n'est toutefois pas exhaustif.

AANHEF.

1. Het tweede lid dient te vervallen omdat de tekst waarnaar wordt verwezen niet de rechtsgrond oplevert van het ontwerp.

2. In een nieuw tweede lid dient als volgt te worden verwezen naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 14 november 1991;".

3. Het derde lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op protocol nr. 48 van 28 februari 1992 van Sectorcomité III;".

4. De leden van de aanhef, behalve het laatste, moeten eindigen met een kommapunt.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. Artikel 1 van het ontwerp beoogt artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 aan te vullen met een

tweede lid, voornamelijk om de Duitstalige deelnemers in de mogelijkheid te stellen de verschillende, bij dit besluit georganiseerde examens in het Duits af te leggen (3).

Het artikel gaat uit van het beginsel dat de examens in het Frans, het Nederlands of het Duits verlopen volgens de taal die de deelnemer heeft opgegeven in zijn aanvraag tot deelneming en verbindt aan dat beginsel een beperking die verband houdt met de inachtneming van de "taalvoorwaarden inzake benoeming in de griffies en parketten".

Het is ongetwijfeld gegrond te willen vermijden dat een deelnemer niet kan worden benoemd omdat hij de examens zou hebben afgelegd in een andere taal dan die welke wettelijk wordt vereist.

Niettemin kan de bepaling moeilijkheden veroorzaken wanneer het erom gaat de naleving van de "taalvoorwaarden" te verifiëren, ongeacht of dit bij de inschrijving van de deelnemer geschiedt of bij diens benoeming.

Het verifiëren van de "taalvoorwaarden inzake benoeming" kan niet bij de inschrijving voor de examens geschieden, omdat, enerzijds, die voorwaarden krachtens de artikelen 53 tot 54bis van de wet van 15 juni 1935 op het

---

(3) Artikel 3 is ingevoegd in het hoofdstuk dat gewijd is aan de organisatie van het maturiteitsexamen voor de kandidaat-beambten bij de griffie en de kandidaat-beambten bij het parket; het is toepasselijk verklaard op de overige examens bij de artikelen 20, 27 en 36.

gebruik der talen in gerechtszaken afhankelijk zijn van het rechtsgebied waarin de geslaagde zal besluiten te solliciteren en omdat, anderzijds, aan die voorwaarden pas voldaan moet zijn op het tijdstip van de benoeming.

Ofschoon de kennis van de taal blijkt uit het overleggen van een studiegetuigschrift dat onder de toepassing van de wet van 30 juli 1963 valt, is dit onder voorbehoud niet alleen van het slagen voor taalexamens, maar ook van de omstandigheid dat ook aan de benoemingsvoorwaarden waarin wordt voorzien in de artikelen 260 en volgende en 286 van het Gerechtelijk Wetboek pas moet zijn voldaan op het tijdstip van de benoeming.

Aan het slot van het ontworpen tweede lid dient bijgevolg de zinsnede "rekening gehouden met de taalvoorwaarden inzake benoeming in de griffies en parketten" te vervallen.

Bijgevolg wordt voor artikel 1 van het ontwerp de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 betreffende het statuut van de griffiers der rechterlijke orde, van het personeel der griffies van hoven en rechtbanken en van het personeel der parketten wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

"De examens worden afgelegd in het Nederlands, het Frans of het Duits, naargelang van de taal die de deelnemer in zijn aanvraag tot deelneming heeft opgegeven".

2. Volgens de gemachtigde van de minister is artikel 29, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 bewust niet aangepast aan de nieuwe regel die vervat is in artikel 1 van het ontwerp.

Onder voorbehoud van de wettigheid van artikel 29, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 mei 1970, zou het niettemin aangewezen zijn artikel 27 te wijzigen, in zoverre in dat artikel wordt verwezen naar artikel 3.

Artikel 2.

1. Artikel 2 van het ontwerp beoogt artikel 7 van het koninklijk besluit aan te vullen met een derde lid, luidens hetwelk "ten minste één lid van de examencommissie (...) het bewijs (moet) leveren van een voldoende kennis van de Duitse taal".

Uit de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg blijkt dat het examen in het Duits zonder onderscheid zal kunnen worden afgelegd voor de Nederlandstalige sectie of voor de Franstalige sectie; het zal voldoende zijn dat er een lid zitting in heeft dat doet blijken van de kennis van het Duits.

Gesteld zelfs dat men zich tevreden kan stellen met de aanwezigheid van één lid dat doet blijken van een voldoende kennis van het Duits (4), zou het, hoe dan ook, aangewezen zijn dat in het ontwerp niet alleen de van de leden van de examencommissie vereiste taalkennis wordt bepaald (5), maar ook dat er uitdrukkelijk in wordt bepaald hoe de sectie zal zijn samengesteld wanneer de examens in het Duits worden afgenomen, welke kwestie in de tekst niet wordt geregeld.

Bovendien zou het, aangezien het volgens het ontworpen artikel 7, derde lid, voldoende is dat één lid - een werkend lid - van de examencommissie Duits kent, onontbeerlijk zijn, om rekening te houden met de gevallen waarin die persoon verhinderd is of gewraakt, te bepalen dat ten minste één van de in artikel 8 bedoelde plaatsvervangers eveneens doet blijken van de kennis van het Duits.

2. Het begrip "voldoende" kennis van het Duits komt niet voor in de artikelen 43quinquies en 53 van de wet van 15 juni 1935, welke van toepassing zijn op de magistraten, griffiers en secretarissen of adjunct-secretarissen, die krachtens artikel 7 van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 deel mogen uitmaken van de secties van de examencommissie.

---

(4) De kwestie zal hierna worden onderzocht.

(5) Dit geschiedt in artikel 2 van het ontwerp.

Daarentegen heeft het begrip "voldoende kennis" een duidelijke juridische betekenis in de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, alsmede in de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, die qualitate qua van toepassing zijn op de overige leden van de examencommissie.

Volgens de gemachtigde van de minister is de "voldoende kennis van de Duitse taal" in de zin van het ontworpen artikel 7 een feitelijke kwestie waarvan het bewijs zal kunnen worden geleverd door alle wettelijke middelen en die zal worden beoordeeld door de overheid die bevoegd is om voor elke examenperiode, de voorzitter, de bijzitters alsmede hun plaatsvervangers aan te wijzen.

De leden van een examencommissie moeten een voldoende grondige kennis hebben van de taal van het examen willen zij met kennis van zaken de examens kunnen beoordelen (6). Het adjectief "voldoende" moet bijgevolg vervallen.

Daaruit volgt eveneens dat, wanneer de examens in het Duits worden afgelegd, het niet voldoende zal zijn dat één enkel lid zitting heeft dat doet blijken van de kennis van het Duits.

Een aldus samengestelde examencommissie zal immers de krachtens artikel 13, § 3, van het koninklijk besluit van

---

(6) Arresten COLLA, nr. 13.239, van 26 november 1968, en KERREMANS, nr. 14.934, van 6 oktober 1971, en de noot van L.-P. SUETENS, in R.W., 1971-1972, kolom 622-628.

30 mei 1970 vereiste drievoudige beoordeling niet echt kunnen doen, noch zal zij kunnen beraadslagen op de wijze bepaald in artikel 13, § 4, van hetzelfde besluit, noch het in artikel 14 bedoelde onderhoud hebben.

Artikel 2 moet bijgevolg grondig worden herzien.

Artikel 3.

1. Er is geen reden om het ontworpen artikel 11 in te delen in paragrafen aangezien elke paragraaf slechts uit één lid bestaat.

2. Paragraaf 1 van het ontworpen artikel (die het eerste lid wordt), luidt als volgt :

> "De leden van de examencommissie kunnen de examinandi van de schriftelijke proeven slechts identificeren na de verbetering ervan".

Wanneer men die bepaling vergelijkt met artikel 13, § 4, van het koninklijk besluit van 30 mei 1970, is zij enigszins dubbelzinnig, in zoverre zij niet met zekerheid kan uitsluiten dat de identificatie van de deelnemers geschiedt tijdens de beraadslaging, hetgeen die beraadslaging zou kunnen beroven van een waarborg die onontbeerlijk is voor de objectiviteit van de correcties.

In overeenstemming met de gemachtigde van de minister wordt voor het eerste lid de volgende tekst voorgesteld :

"De leden van de examencommissie mogen degenen die het examenwerk hebben gemaakt niet identificeren vóór de afsluiting van de beraadslaging over het schriftelijk examen".

3. De tweede paragraaf (die het tweede lid wordt), luidt als volgt :

> "Niemand kan deelnemen in hoedanigheid van voorzitter of bijzitter van een examencommissie aan een mondelinge proef van een echtgenoot, verwant of aanverwante tot en met de vierde graad".

Bij die bepaling behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke gemaakt is in verband met artikel 12 van het ontwerp dat het koninklijk besluit van 5 maart 1992 betreffende de werving van magistraten is geworden :

> "De uitdrukking "deelnemen aan een mondelinge proef" is vaag en zou duidelijker moeten worden gemaakt wat de draagwijdte van het verbod betreft (beraadslaging van de examencommissie over het examengedeelte, mondeling gedeelte van de andere gegadigden, enz.).
>
> Aangezien het voorschrift bestemd is om de onpartijdigheid van de examencommissie te garanderen in geval van huwelijk of verwantschap met een of meer gegadigden, is het bovendien niet duidelijk waarom het verbod beperkt zou blijven tot het door die gegadigden

afgelegde mondelinge gedeelte, met uitzondering van de beraadslaging die dat examengedeelte afsluit of met uitzondering van het schriftelijk gedeelte, des te minder omdat artikel 14 van het ontwerp in dat laatste geval de anonimiteit van de gegadigden bij de beraadslaging over de schriftelijke examengedeelten niet volledig verzekert" (7).

Bovendien kunnen huwelijk alsmede bloed- of aanverwantschap, die slechts één van de mogelijke wrakingsgronden vormen, het lid van de examencommissie in een netelige situatie plaatsen, niet alleen bij het afnemen van het examen van de verwante deelnemer, maar ook bij andere verrichtingen van de examencommissie, zoals de keuze van het onderwerp van het opstel, welke krachtens artikel 13, § 2, van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 geschiedt door de voorzitter na raadpleging van de leden van de examencommissie.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Niemand kan als voorzitter of als bijzitter zitting hebben in de examencommissie die een examen moet afnemen waaraan ofwel zijn echtgenoot deelneemt, ofwel een verwant of aanverwant tot en met de vierde graad".

De inleidende volzin van dit artikel moet bovendien als volgt worden gesteld :

---

(7) Advies L. 21.387/2, van 20 januari 1992 (niet bekendgemaakt).

"Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Deze opmerking geldt, mutatis mutandis, eveneens voor de artikelen 5, 6, 7, 8, 9, 10 en 11 van het ontwerp.

Artikel 4.

Bij de ontworpen bepaling behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke gemaakt is in verband met artikel 2.

Artikel 5.

1. Het artikel beoogt de woorden "of van een geschreven tekst" toe te voegen aan artikel 23, § 1, van het koninklijk besluit van 30 mei 1970.

Het is bijgevolg noodzakelijk artikel 23, § 2, van hetzelfde besluit, dat alleen het geval van een voordracht in overweging neemt, aan te passen.

2. De ontworpen bepaling moet als volgt worden gesteld :

"§ 1. Het schriftelijk examengedeelte bestaat uit een samenvatting van een voordracht of van een geschreven

tekst en uit commentaar daarop, over een onderwerp waarvan het peil overeenstemt met het hoger middelbaar onderwijs. Wie hiervoor niet slaagt wordt van verdere deelneming uitgesloten".

Artikel 6.

1. In het tweede lid van het ontworpen artikel 36 moeten de woorden "van het huidig besluit" vervallen. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De artikelen 3, tweede lid, 4, 5, 9, 11 en 12 zijn van toepassing op de examens georganiseerd met het oog op de afgifte van het getuigschrift van kandidaat-griffier en kandidaat-secretaris".

Tevens verdient het aanbeveling het eerste lid van dit ontworpen artikel als volgt te stellen :

"De examens worden georganiseerd volgens de behoeften van de dienst, op de dag, het uur en de plaats bepaald door de Minister van Justitie, en in ieder geval ten minste om de drie jaar".

2. Het ontworpen artikel 36, derde lid, beoogt artikel 36 van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 te wijzigen teneinde inzonderheid de betaling van een inschrijvingsrecht van 400 frank op te leggen aan hen die wensen deel te nemen aan de examens georganiseerd met het

oog op de afgifte van het getuigschrift van kandidaat-officier en kandidaat-secretaris.

Geen enkele bepaling in het Gerechtelijk Wetboek machtigt de Koning een retributie vast te leggen ten laste van degenen die zich voor zulke examens aanmelden (8). Bij ontstentenis van een rechtsgrond is de bepaling die in artikel 36 een inschrijvingsrecht voorschrijft, strijdig met artikel 113 van de Grondwet, en behoort zij daarom te vervallen.

Artikel 7.

1. Artikel 7 van het ontwerp beoogt artikel 37 van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 te vervangen door een nieuwe bepaling, waarvan het eerste lid als volgt luidt :

> "De examencommissie belast met het afnemen der examens wordt voorgezeten door een magistraat in funktie, die blijk moet geven van de kennis van de twee nationale talen, aangeduid door Ons".

Uit de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg blijkt dat :

---

(8) Zie in dat verband R. ANDERSEN, La notion de "redevances" spécialement au regard de l'article 113 de la Constitution, Liber amicorum em. prof. E. KRINGS, Story-Scientia, 1991, blz. 941 tot 951.

1° de tekst doelbewust niet voorschrijft dat de magistraat tot de rechterlijke orde moet behoren;

2° de kennis van het Nederlands en het Frans verplicht is voor de aanwijzing tot voorzitter. Derhalve wordt de volgende redactie voorgesteld :

"De examencommissie die de examens moet afnemen, wordt voorgezeten door een door Ons aan te wijzen magistraat in functie, die blijk geeft van de kennis van het Nederlands en het Frans".

Overigens is het ontworpen artikel 37, eerste lid, uit het oogpunt van de inwendige samenhang van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 moeilijk bestaanbaar met de artikelen 7, 22 en 28, naar luid waarvan de examencommissie voorgezeten wordt door een magistraat van de rechterlijke orde, zonder dat het vereiste van tweetaligheid uitdrukkelijk wordt bepaald, ofschoon de toestand uit dat oogpunt vergelijkbaar is, inzonderheid wat de deelneming betreft van de voorzitter van de examencommissie aan de werkzaamheden van beide secties.

2. De regel inzake het geven van de cursussen is niet op zijn plaats in artikel 37, tweede lid, van het besluit, dat betrekking heeft op de samenstelling van de examencommissie; hij moet worden ingevoegd in artikel 43 (artikel 11 van het ontwerp).

Bovendien regelt het ontwerp niet het geval waarin één van de bijzitters die zijn aangewezen om de in artikel 43 bepaalde cursussen te geven, tijdens de examenperiode geen zitting kan hebben in de examencommissie omdat hij verhinderd is, of die door één van de deelnemers wordt gewraakt. In dat verband valt op te merken dat het ontworpen besluit niet voorziet in de aanwijzing van plaatsvervangers voor het examen georganiseerd met het oog op de afgifte van het getuigschrift van kandidaat-griffier en kandidaat-secretaris (9), en dat het evenmin een aanwezigheidsquorum bepaalt voor de vergaderingen van de examencommissie, noch het aantal bijzitters (10).

Het ontwerp bepaalt evenmin de gevolgen die de verhindering of het wraken van de voorzitter of van het lid dat blijk geeft van de kennis van het Duits heeft voor de samenstelling van de examencommissie.

Ten slotte wordt niet voorzien in het geval waarin tijdens de examenperiode één van de bijzitters die effectief zitting dienen te hebben, afwezig is op één van de vergaderingen van de examencommissie.

---

(9) In tegenstelling tot het ontworpen artikel 38 (artikel 8 van het ontwerp).

(1 0)
De aanwijzing van de bijzitters voor het geven van de cursussen bedoeld in artikel 43 moet worden geregeld in het ontworpen artikel 43 (artikel 11 van het ontwerp).

Teneinde te voorkomen dat de werkzaamheden van de examencommissie stil zouden vallen wegens de afwezigheid van één van haar leden, moet het ontworpen besluit worden aangevuld met precieze bepalingen waardoor voornoemde problemen kunnen worden opgelost.

3. Het zou beter zijn het derde lid als volgt te stellen :

"Alle leden van de examencommissie worden benoemd voor een vernieuwbare termijn van zes jaar. Voor het geval hun opdracht ten einde loopt wanneer de zitting is afgekondigd overeenkomstig artikel 4, wordt hij ambtshalve verlengd tot het einde ervan".

4. Met betrekking tot het vierde lid moeten mutatis mutandis dezelfde opmerkingen worden gemaakt als die in verband met artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 8.

1. Het ontworpen artikel 38, eerste lid, geeft een nieuwe opsomming van de vakken waarover de deelnemers worden ondervraagd.

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat de ontworpen wijzigingen twee gevolgen met zich brengen :

1° de (nieuwe) hergroepering van twee dermate onderscheiden vakken als het burgerlijk recht en het handelsrecht zal niet alleen een weerslag hebben op het geven van de cursussen, maar ook, krachtens het zevende lid, op de toekenning van de waardecijfers;

2° de uitdrukking "burgerlijke procedure" is minder ruim dan het begrip "gerechtelijk recht" en maakt het niet mogelijk de algemene beginselen van het procesrecht, de bevoegdheid, het beslag en het scheidsgerecht onder te brengen bij de vakken die in het schriftelijk examengedeelte aan bod komen.

Op te merken valt dat het ontwerp de regel die artikel 38, eerste lid, van het besluit wijdt aan de duur van het schriftelijk examengedeelte, niet overneemt.

Voorts verdient het aanbeveling de laatste volzin van het eerste lid als volgt te redigeren : "Wie hiervoor niet slaagt, wordt van verdere deelneming uitgesloten".

2. De voornaamste nieuwigheid die wordt ingevoerd in het derde en het vierde lid bestaat erin dat een termijn van drie maanden wordt vastgelegd voor het corrigeren van de schriftelijke examens, en dat de werkwijze van de dubbele correctie van de schriftelijke examens wordt afgeschaft, twee hervormingen die de facto met elkaar verband houden.

Met betrekking tot de afschaffing van het beginsel van de dubbele correctie moet een onderscheid worden gemaakt tussen twee soorten toestanden :

1° het geval waarin de deelnemers bij het schriftelijk gedeelte één enkel examenwerk of opstel (11) afgeven; in dat geval is alleen de correctie door alle leden van de examencommissie een genoegzame waarborg voor de vergelijking en de rangschikking van de deelnemers, inzonderheid wanneer het een vergelijkend examen (12) betreft of wanneer de correctie aanleiding kan geven tot een ruime beoordelingsbevoegdheid;

2° het geval waarin de deelnemers precieze antwoorden moeten verstrekken op technische vragen betreffende onderscheiden vakken wanneer alle examenwerken over een zelfde vak in beginsel gecorrigeerd worden door de bijzitter die de voorbereidende cursus heeft gegeven; in dat geval doet de afschaffing van het beginsel van de dubbele correctie geen enkel bezwaar rijzen.

3. In het derde lid wordt voorgesteld "de bijzitters" te schrijven in plaats van "de verbeteraars", en "de examenwerken" in plaats van "de proeven".

(1 1)
Zulks is het geval in de artikelen 13, 23 en 29 van het koninklijk besluit van 30 mei 1970.

(1 2)
Zie voornoemd advies nr. L. 21.387/2.

Voor het vierde lid wordt voorgesteld het woord "werkzaamheden" te vervangen door het woord "examenwerken".

In het vijfde lid moet de uitdrukking "in geval van gelijkheid" vervangen worden door "bij staking van stemmen".

Het zou beter zijn het zesde en het zevende lid als volgt te redigeren :

"Na de identificatie van degenen die het examenwerk hebben gemaakt, doet de voorzitter voor iedere sectie het proces-verbaal van het schriftelijk gedeelte opmaken; het proces-verbaal wordt door hem en de bijzitters van de sectie ondertekend.

Het proces-verbaal wordt samen met de examenwerken gezonden aan de Minister van Justitie, die de deelnemers kennis geeft van de behaalde einduitslag, alsmede van de waardecijfers behaald voor elk van de vakken".

Artikel 9.

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 39 als volgt te stellen :

"De deelnemers die voor het schriftelijk gedeelte geslaagd zijn, worden door de Minister van Justitie voor het mondeling gedeelte opgeroepen.

Zij die voor ieder vak van het schriftelijk gedeelte ten minste 50 pct. van de punten hebben behaald en in totaal ten minste 60 pct. van de punten, worden evenwel vrijgesteld.

Is het aantal deelnemers te groot dan dat van allen in slechts één examenzitting mondeling examen kan worden afgenomen, dan wordt de lijst van de deelnemers in twee of meer reeksen gesplitst".

Artikel 10.

Het artikel beoogt artikel 40 van het koninklijk besluit van 30 mei 1970, dat wat het mondeling gedeelte betreft een algemene verwijzing naar artikel 14 bevat, te vervangen door een afzonderlijke bepaling.

De nieuwe bepaling beperkt er zich evenwel toe de vakken voor het mondeling gedeelte vast te stellen, terwijl artikel 14, waarnaar niet meer wordt verwezen, eveneens betrekking heeft op de beraadslaging omtrent dit examen-gedeelte.

Het ontwerp behoort te worden aangevuld teneinde in die leemte te voorzien.

Voorts dient het ontworpen artikel als volgt te worden gesteld :

"Het mondeling gedeelte omvat de vakken waarover het schriftelijk gedeelte heeft gehandeld, alsmede de algemene vorming van de deelnemers".

Artikel 11.

De nieuwe regel vervat in het ontworpen artikel 43, vierde lid, zou onaanvaardbaar zijn mocht hij aldus worden geïnterpreteerd dat hij de mogelijkheid invoert van een financiële compensatie met het oog op de terugvordering van ten onrechte terugbetaalde reiskosten.

Uit de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de minister blijkt evenwel dat de bedoeling van de steller van het ontwerp uitsluitend erin bestaat iedere ongewettigde afwezigheid te compenseren door middel van de vakantiedagen waarop het personeelslid recht heeft.

Voor het ontworpen artikel 43 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"De Minister van Justitie organiseert cursussen over de vakken die behoren tot de leerstof van het schriftelijk gedeelte.

De personeelsleden van de griffies van hoven en rechtbanken en van de parketten bij die gerechten, die toestemming hebben verkregen om die cursussen te volgen, genieten de volgens de verordeningsbepalingen berekende reiskosten. Behoudens buitengewone omstandigheden kan dat

voordeel hen echter niet meer worden toegekend indien zij er vroeger reeds het genot van hebben gehad.

De toestemming wordt alleen verleend aan de personeelsleden van de griffies en de parketten, die ten minste twee jaar in dienst zijn.

Iedere afwezigheid tijdens de cursussen wordt medegedeeld aan de secretaris van de examencommissie. Indien zij niet wordt gewettigd door een geldig geachte reden, moeten het verlof gecompenseerd en de reiskosten terugbetaald worden".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp laat uit taalkundig oogpunt te wensen over. In het advies worden derhalve talrijke tekstvoorstellen gedaan, zonder dat daarbij aanspraak wordt gemaakt op volledigheid.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,

J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.